

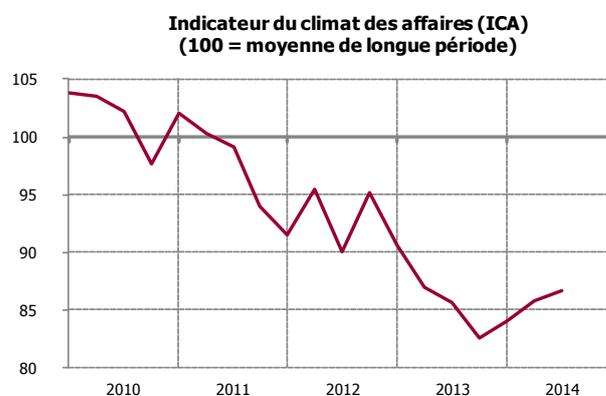
## Tendances conjoncturelles

2<sup>e</sup> trimestre 2014

### LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EN NOUVELLE-CALÉDONIE

#### L'indicateur du climat des affaires se redresse progressivement

L'indicateur du climat des affaires (ICA) progresse au deuxième trimestre 2014 (+0,9 point), confirmant ainsi la tendance amorcée lors des deux trimestres précédents. Il demeure toutefois bien en deçà de sa moyenne de longue période (-13,3 points). Cette amélioration repose principalement sur des anticipations moins défavorables des professionnels sur le trimestre à venir, notamment concernant le niveau d'activité, les prix et l'évolution de l'emploi. L'appréciation moins négative portée par les chefs d'entreprise sur l'activité au cours du trimestre écoulé contribue également à la progression de l'indicateur.



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM

Même si l'indicateur du climat des affaires s'améliore légèrement, la conjoncture économique demeure globalement morose. La consommation des ménages peine à retrouver du dynamisme. L'augmentation soutenue de l'offre d'emploi ne suffit pas à contrecarrer la hausse du nombre de demandeurs d'emploi. Parallèlement, le climat d'attente continue de peser sur l'investissement des entreprises.

Sur le plan sectoriel, les évolutions sont contrastées. La plupart des secteurs pâtissent de l'atonie du climat conjoncturel. Le courant d'affaires dans le secteur minier reste cependant favorable, malgré l'incident intervenu début mai dans l'usine du Sud. L'activité du BTP continue de se dégrader, même si quelques signes précurseurs d'amélioration apparaissent. Le secteur du tourisme subit une baisse de la fréquentation sur la majorité des marchés émetteurs.

#### DES PERSPECTIVES INCERTAINES DANS LA ZONE ASIE-PACIFIQUE

Le rythme de croissance de l'économie chinoise se stabilise à un niveau élevé (+7,5 % sur un an, après 7,4 % au trimestre précédent). Cette croissance rapide est soutenue par une embellie de la demande étrangère et par les mesures de relance gouvernementales récemment engagées. Elle pourrait toutefois ralentir dans les mois à venir en raison des risques liés aux restructurations industrielles en cours et aux difficultés du marché immobilier.

L'économie japonaise se replie. Le PIB recule de 1,7 % sur le deuxième trimestre, après +1,6 % au trimestre précédent. Cette baisse de l'activité économique s'explique principalement par la contraction des dépenses des ménages en réaction à la hausse de 3 points du taux de la taxe sur la consommation, qui est passé à 8 % début avril. Sur un an, le PIB japonais recule légèrement (-0,1 %).

Au deuxième trimestre, la croissance du PIB australien ralentit en volume (+0,5 % CVS, après +1,1 %), en lien avec la baisse des exportations. La banque centrale australienne (RBA) a reconduit à +2,5 % son taux directeur principal, inchangé depuis le 7 août 2013, dans un contexte d'inflation modérée (+0,5 % sur le trimestre, et 3,0 % sur un an).

En Nouvelle-Zélande, le PIB croît à un rythme stable en volume (+1,0 % au premier trimestre, après +0,9 % au dernier trimestre 2013). Au deuxième trimestre, les prix à la consommation enregistrent une augmentation mesurée (+0,3 %, +1,6 % sur un an). Alors qu'il était inchangé depuis mars 2011, le taux directeur progresse régulièrement depuis mars 2014. La banque centrale néo-zélandaise (RBNZ) a une nouvelle fois relevé son taux directeur principal de 25 points de base, le portant à 3,5 %, soit 100 points de base de plus qu'en mars 2014.

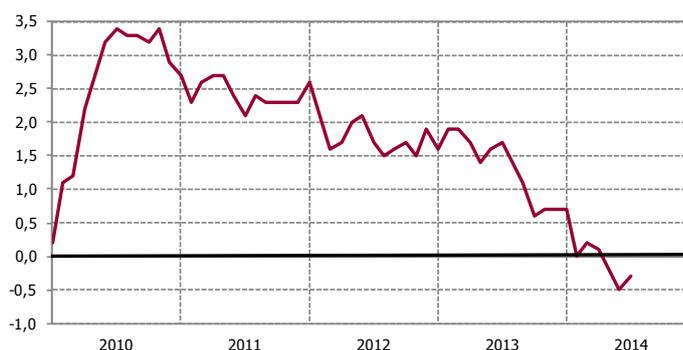
## Faible hausse des prix

Au deuxième trimestre, l'IPC progresse légèrement (+0,3 %), après avoir reculé au trimestre précédent (-0,4 %).

Cette évolution s'explique principalement par le rencherissement des produits alimentaires (+0,6 %), et par celui des services (+0,9 %), en lien avec la hausse des tarifs des transports aériens internationaux. En revanche, les prix des produits énergétiques se contractent de 1,4 %, suite à la baisse du prix du gaz (-11,6 %) et des carburants (-0,9 % à la pompe).

Sur un an, l'indice des prix à la consommation (IPC) s'affiche en retrait de 0,3 %. L'ensemble des postes contribuent à cette baisse, en particulier l'énergie dont les prix diminuent de 1,8 %.

Évolution de l'indice des prix à la consommation (en glissement annuel, %)



Source : ISEE

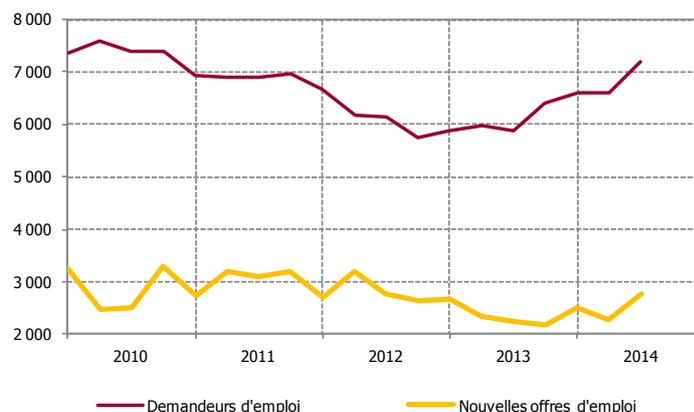
## Nouvelle hausse du nombre de demandeurs d'emploi

Le marché du travail reste déséquilibré au deuxième trimestre. Le nombre de demandeurs d'emploi s'inscrit à nouveau en hausse (+8,7 %, CVS), après un trimestre de stabilisation. Pourtant, les offres d'emploi déposées auprès des services de placement sont en nette progression (+21,2 %, données CVS). Cette tendance est particulièrement marquée en Province Nord, reflétant une hausse des besoins dans le domaine des services aux entreprises dans la zone industrielle de VKP.

Ces évolutions s'accompagnent d'une moindre progression du chômage indemnisé (+3,5 % contre +6,8 % au premier trimestre, CVS) et d'une stabilisation de l'emploi salarié (+0,1 %, CVS).

En glissement annuel, la demande et l'offre d'emploi restent soutenues (+22,3 % et +22,5 % respectivement).

Nombre de demandeurs d'emploi et nouvelles offres d'emploi enregistrés



Sources : IDCNC, désaisonnalisée par l'IEOM

## Tassement de la consommation des ménages

La consommation des ménages marque le pas. Les ventes de voitures particulières sont de nouveau en baisse (-13,7 %, CVS), après un premier trimestre plus favorable. Les importations de biens de consommation courante et de biens d'équipement du foyer reculent respectivement de 1,8 % et 4,9 % (CVS), tandis que celles de produits alimentaires, boissons et tabac demeurent quasiment stables (-0,5 %). Sur le trimestre, seules les importations d'articles d'habillement et chaussures augmentent (+2,3 %).

Cette orientation est corroborée par les professionnels du secteur du commerce, qui font état d'une nouvelle détérioration de leur activité et ne prévoient pas d'amélioration pour le trimestre à venir.

Importations de biens de consommation courante (millions de FCFP)



Sources : Douanes, ISEE, désaisonnalisée par l'IEOM

L'encours des crédits à la consommation stagne au deuxième trimestre (+0,1 %), confirmant ainsi la frilosité des ménages en matière d'achats d'automobiles et de biens d'équipement. Sur un an, il diminue de 1,5 %.

La situation financière des ménages semble cependant s'améliorer : les incidents de paiement sur chèque et les décisions de retrait de cartes bancaires baissent respectivement de 19,4 % et 8,0 %, alors que le nombre de personnes physiques interdites bancaires se stabilise (+0,2 %).

## L'investissement reste limité

Le manque de visibilité sur les perspectives économiques à moyen terme se répercute sur l'investissement des agents économiques. Selon les résultats de l'enquête de conjoncture, les intentions d'investir à un an des entrepreneurs se dégradent à nouveau, notamment dans les secteurs du tourisme et du commerce.

Les indicateurs associés présentent des évolutions contrastées. Les importations de biens d'équipement à destination des professionnels progressent de 6,0 % (CVS) sur le trimestre (+22 % sur un an), alors que les ventes de véhicules utilitaires se contractent (-18,3 %, CVS)

Dans ce contexte, l'encours des crédits à l'investissement des entreprises se stabilise (+0,0 %, après +0,3 %). Il reste néanmoins en hausse sur un an (+2,9 %).

L'investissement immobilier privé, quant à lui, ne présente aucun signe de reprise. Suivant la tendance amorcée depuis début 2013, l'encours des crédits à l'habitat des ménages continue de stagner (-0,1 % sur le trimestre, 0,0 % sur un an).

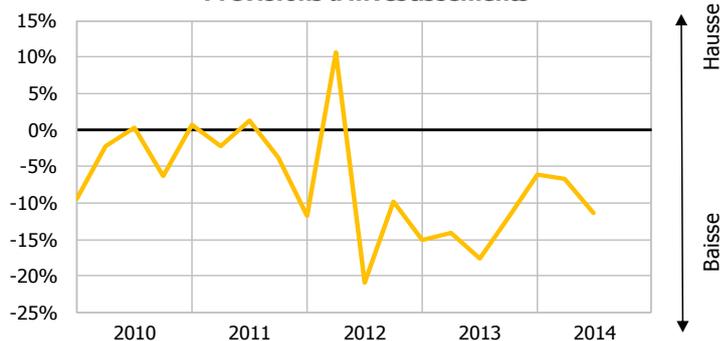
## Les exportations repartent à la hausse

Les importations se stabilisent au deuxième trimestre (+0,4 %, après -8,5 %). Cette stabilisation masque cependant des évolutions contrastées. La plupart des postes sont en progression, la hausse la plus significative concernant les importations de machines, appareils et matériel électrique (+7,5 %). A l'opposé, les importations de matériel de transport baissent fortement (-28 %), après un premier trimestre marqué par l'achat d'un appareil de transport aérien.

Les exportations repartent quant-à-elles à la hausse (+7,7 %), malgré l'arrêt temporaire des ventes de mattes et NHC (Nickel Hydroxyde Cake). Cette évolution tient principalement à l'augmentation des exportations de minerais de nickel et de ferronickel.

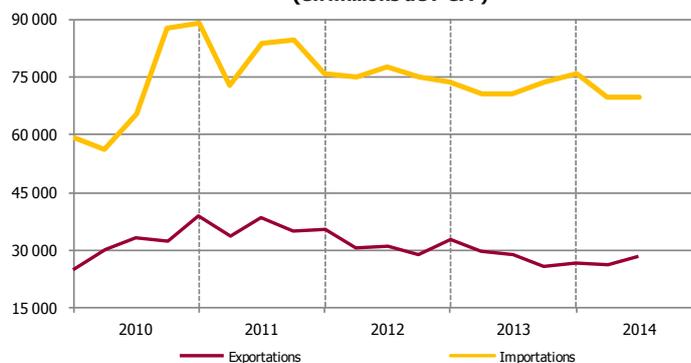
Dans ce contexte, le solde de la balance commerciale s'améliore. Son déficit s'établit à 41,5 milliards, soit près de 1,7 milliard de moins qu'au trimestre précédent.

Prévisions d'investissements



Source : enquête trimestrielle de conjoncture de l'IEOM

Echanges commerciaux (en millions de F CFP)



Source : Service des Douanes

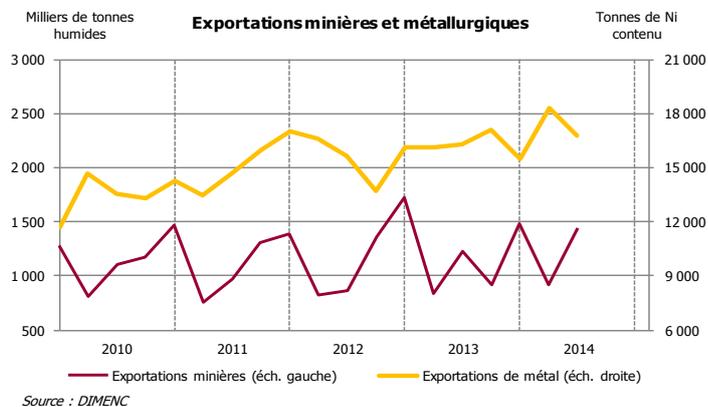
## ACTIVITÉ LIMITÉE DANS LA PLUPART DES SECTEURS

Selon les professionnels interrogés, l'activité reste stable dans le secteur de **l'agriculture, de la pêche et de l'élevage**. Ils anticipent cependant une probable dégradation du courant d'affaires au cours des mois à venir. L'élevage affiche des résultats mitigés. Les abattages de bovins sont en hausse de 3,0 % sur le trimestre, alors que les abattages de porcins se stabilisent (-0,2 %). Les filières de l'aquaculture et de la pêche se replient, en lien avec le recul des exportations de crevettes et de poissons (respectivement -14,1 % et -7,6 %).

Au deuxième trimestre, l'activité dans le secteur **des mines et de la métallurgie** est jugée globalement favorable, malgré l'incident de fuite d'acide survenu début mai sur le site de l'usine du Sud. Le marché mondial du nickel reste excédentaire, même si les stocks mondiaux enregistrés au LME progressent moins vite qu'au trimestre précédent (+5,9 %, après +10,5 %). Le cours du nickel continue à remonter, atteignant une valeur moyenne de 8,37 US/lb (+26,1 %) à fin juin.

L'extraction minière repart à la hausse (+4,5 %, après -15 %), soutenue notamment par les saprolites (+5,8 %). Parallèlement, les exportations de minerais bruts rebondissent (+57 % en volume et +72,9 % en valeur).

La production métallurgique subit les effets de l'interruption de l'activité de l'usine du Sud et s'inscrit en retrait de 7,3 %. Cette baisse concerne la plupart des produits dérivés du nickel, mais elle est cependant compensée par une progression de la production de ferronickels (+29,8 %). Les exportations de produits métallurgiques se replient de 8,4 % en volume, et de 8,8 % en valeur.



Source : DIMENC

Dans le secteur du **bâtiment et des travaux publics**, le courant d'affaires continue de se détériorer. Les entrepreneurs déplorent une dégradation de leur trésorerie, en raison de l'allongement des délais de paiement et d'un alourdissement des charges. Toutefois, leurs anticipations sur l'activité du trimestre à venir redeviennent favorables, en lien notamment avec une légère reprise des appels d'offres.

Dans ce contexte, l'indice BT21 se stabilise, et les ventes de ciment enregistrent une baisse de 6,1 % sur le trimestre, et de 15 % sur un an.

L'activité dans le secteur de l'**hôtellerie et du tourisme** se dégrade à nouveau, conformément aux prévisions des professionnels au trimestre précédent. Le nombre de touristes de séjour (CVS) recule de 6,5 % sur le trimestre (-8,9 % sur un an). Ce repli concerne la plupart des marchés émetteurs, et notamment les marchés japonais (-5,5 %, après +24,6 %) et néo-zélandais (-14 %). La baisse du nombre de touristes en provenance de la France métropolitaine s'atténue (-0,5 %, après -3,8 %). Sur le trimestre, le nombre de touristes australiens est le seul à progresser (+8,4 %).

Pour le trimestre à venir, les anticipations des professionnels restent défavorables. Ils prévoient notamment une nouvelle détérioration de leur trésorerie ainsi qu'une baisse plus marquée des effectifs.

**Solde d'opinion relatif à l'activité du BTP**



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM, CVS

**Nombre de touristes**



Sources : ISEE, désaisonnalisée par l'IEOM

## ÉCONOMIE MONDIALE : UNE REPRISE INÉGALE

La croissance mondiale a marqué le pas au premier trimestre de 2014, le taux de croissance annuel s'inscrivant à 2,8 % contre 3,8 % au deuxième semestre de 2013. Le FMI a ainsi révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour 2014, dans un contexte d'aggravation des risques géopolitiques et de perspectives moins optimistes de plusieurs pays émergents. Après 3,2 % en 2013, la croissance mondiale atteindrait 3,4 % en 2014 puis 4 % en 2015.

La croissance économique a rebondi au deuxième trimestre de 2014 aux États Unis après le ralentissement enregistré au premier trimestre, dû à une importante correction des stocks et un hiver rigoureux. Les perspectives de l'économie américaine demeurent favorables, du fait d'un rééquilibrage budgétaire plus modéré et d'une politique monétaire accommodante. La reprise de l'investissement devrait être limitée. Le FMI a de nouveau abaissé sa prévision de croissance aux États Unis à 1,7 % en 2014 après 1,9 % en 2013.

Le PIB de la zone euro est resté stable au cours du deuxième trimestre de 2014 après une progression de +0,2 % au trimestre précédent. En particulier, le PIB de l'Allemagne a baissé de 0,2 % au deuxième trimestre en raison d'une contribution négative du commerce extérieur et de la baisse des investissements. Selon le FMI, les risques baissiers demeurent préoccupants. Des chocs défavorables pourraient causer une inflation durablement faible ou une baisse des prix. Après deux années de contraction du PIB, le rythme de croissance passerait à 1,1 % en 2014 mais resterait inégal dans la région.

La France a vu son PIB en volume stagner au deuxième trimestre de 2014, comme au premier trimestre. Cette évolution s'explique, à l'instar de l'Allemagne, par un nouveau recul de l'investissement des entreprises et un ralentissement des exportations. Le FMI prévoit une croissance de 0,7 % en 2014 après 0,3 % en 2013.

D'après les projections du FMI, la croissance des pays émergents et des pays en développement devrait légèrement ralentir, à 4,6 % en 2014 et serait suivie d'un rebond à 5,2 % en 2015. En particulier, le ralentissement progressif des performances de l'économie chinoise s'explique par un fléchissement de la demande intérieure lié à la maîtrise de l'expansion du crédit. La croissance devrait également ralentir fortement en Russie, les tensions géopolitiques affaiblissant la demande. Dans les autres pays émergents, le repli de la demande explique une moindre progression de l'investissement et un ralentissement de la croissance.

Sources : FMI, BCE, Eurostat, INSEE

Les annexes statistiques sont disponibles en téléchargement sur le site [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr), dans la page Publications.

**Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr)**

Directeur de la publication : Nicolas de SEZE – Responsable de la rédaction : Charles APANON – Editeur et imprimeur : IEOM  
Achevé d'imprimer : 15 septembre 2014 – Dépôt légal : septembre 2014 – ISSN 1968-6277